



grain de sel



N°7/ 2024 OCTOBRE

L'édito



La section souhaite rendre hommage à notre camarade Joëlle Mourrut décédée récemment.

Lors de la formation spécialisée (FS) du Comité social d'administration local (CSAL) du 7 octobre 2024, La CGT a proposé une nouvelle formation : épuisement professionnel et Burn-Out. Malheureusement celle-ci a eu un tel engouement (+ de 50 inscrits à la 1ère session !) que de nouvelles dates ont été programmées. Cela est bien symptomatique de ce qui se passe actuellement dans les services de notre département

Pourtant, Mme Verdier, lors de sa visite du 16/09/2024, a interrompu un peu violemment la lecture de notre déclaration, s'offusquant de notre dénonciation d'un management de plus en plus de type France Télécom. La vérité est-elle dure à entendre ? Mais la situation n'est-elle pas dure à vivre pour les agents ?

L'augmentation du nombre de fiches de signalement « internes », pour des tensions entre agents ou entre agents et leur encadrement n'est-elle pas un signal alarmant ? Quand la plupart des OS dénoncent à Mme Verdier la profondeur du tiroir dans lequel certaines sont enterrées, elle nous répond protocole avec les forces de l'ordre, levée de l'anonymat et protection des agents. Hors sujet Mme Verdier ! La direction n'est-elle pas responsable de notre santé physique et mentale ? Cela se résume-t-il à nous fournir des gilets pare-balles ?

Dans la FS du 10/09/24, une fiche de signalement « interne » nous a été présentée concernant un SGC. Oh non ! zut ! la directrice n'a pas voulu la présenter et à demander aux OS de le faire ! Inédit !

Autre nouveauté, la direction a fourni à la chef de service incriminée la fiche de signalement. Est-ce pour que ladite chef puisse préparer sa défense face aux membres de la FS qui viendront en visite dans son service ? Pourtant lorsque des agents sont incriminés dans une fiche ils n'ont pas le droit de la voir y compris pour se défendre au cours d'une enquête administrative. Les cadres ont-ils droit à un traitement de faveur ? Sans doute, puisque la direction se fait toujours l'avocat de ses encadrants.

La CGT a remis, en mains propres à Mme Verdier, la déclaration lue (à retrouver sur notre site), le courrier du 08/12/2023 sur LinkedIn, la charte du SGC de Poitiers et des fiches de signalement « tiroirdisées »

RECRUTEMENT DANS LA VIENNE

Mme Verdier, le 16/09/2024, a semblé très étonnée que notre département soit peu attractif.

Pourtant c'est l'excuse qui nous est servie à chaque recrutement de contractuels !

Donc pour Mme Verdier, on recrute très bien dans la Vienne. Surtout les contractuels, car pour les autres qui attendent de rentrer, il s'agit de contraintes liées à notre gestion centralisée. Et cela laisse plus de souplesse pour des places au choix.

Et voilà les mots sont lâchés ! « au choix ». Prémices de la fin de notre système de mutation !

CONCOURS DE NOUVELLES 2023

En 2023, La Place des Arts, la culture aux ministères économiques et financiers a organisé un concours de nouvelles futuristes sur le thème du travail de demain. De nombreux agents issus des services du MEF ont participé.

Dans ce palmarès la nouvelle **Symphonie en tamborion géant de Annie Bessac a obtenu une Mention Spéciale.**

Annie est la seule agente de de la DGFIP primée. Elle travaille dans la Vienne.

Vous pouvez retrouver son œuvre à l'adresse suivante : : <https://laplacedesarts.fr/concours-de-nouvelles-2023/> ou sur le site de la CGT FiP86.

Nous la félicitons pour cette mention spécialement créée pour elle.

MANGER A LA BRELANDIERE

Au conseil de site de juin, les agents et les chefs de service ont découvert qu'après avoir récupéré une partie de l'accueil, le rectorat va louer une très grande partie de l'ancienne salle de restauration (environ les 2/3). Il restera un petit placard sans chauffage aux agents pour manger ! Le gestionnaire de site a eu droit à un plan, pas à l'échelle, de la future salle de restauration (tout va rentrer ? Les agents, la table surélevée pour le collègue en situation de handicap, les frigos, éviers, buffets avec vaisselle et micro-onde y compris celui prêté au rectorat !)

En instance, le 07/10 Mr Derne a donné la permission aux agents de manger dans la salle de convivialité.

Nouveau rebondissement, le 17 /10 les agents apprennent que le rectorat souhaite occuper le bureau de la cheffe du SIE, qui elle irait dans la salle de convivialité du SIE !

2^{ème} rebondissement le local syndical serait pressenti pour devenir la nouvelle salle de convivialité. Local qui a été refusé au chef de SIP pour agrandir le hall de réception. Et quid du local syndical ?

3eme effet Kiss Cool une cloison vitrée, pour une question de sécurité, pourrait être installée afin de matérialisée une entrée et une sortie.

Déjà qu'il est difficile certains jours d'organiser l'attente des redevables...cela promet (que devient le SIP de demain ?) c'est une marque de mépris pour les agents qui assurent la réception du public !

AJUSTEMENT STRUCTUREL

Trouver 60 milliards d'économies est une gageure et cela se fera dans la douleur. Après les annonces de gel des revalorisations des retraites, de baisse de la dotation pour le maintien territorial de La Poste, d'autres mesures inacceptables sont à l'étude :

- Baisse des remboursements des consultations médicales et des médicaments,
- restrictions sur les conditions de prise en charge des arrêts maladie,
- nouveau(x) jour(s) de carence
- mise en place d'une allocation sociale unique présentée comme une mesure de simplification mais visant manifestement à dégager des économies...
- suppressions d'emplois dans les services publics dont 4000 enseignants et plus de 500 à la DGFIP,
- suppression de la GIPA

Après avoir dépensé les fonds publics n'importe comment, ce sont encore les salariés qui doivent payer !

PROJET LOI FINANCE 2025

A contre-courant des propositions d'un gouvernement démonétisé à peine nommé qui ne jure que par des coupes anti sociales dans les dépenses publiques, La CGT Finances propose un projet loi de finances 2025 favorisant le progrès social et la bifurcation

écologique, avec une réelle planification, une augmentation et une réorientation des recettes budgétaires au service de l'intérêt général.

Partant des missions de notre ministère des Finances, la CGT propose 18 axes budgétaires pour améliorer la situation des comptes de l'Etat tout en œuvrant pour plus de justice fiscale :

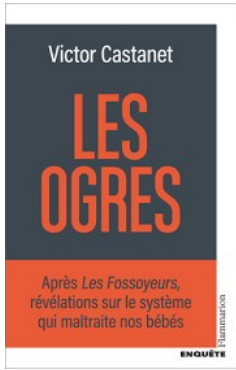
<https://www.cgtf finances.fr/presse-et-documents/docu-ments-et-brochures/article/4-pages-de-la-cgtf finances-sur-nos-propositions>

Le débat budgétaire qui s'annonce doit être l'occasions d'explorer des alternatives, centrées sur l'affrontement capital/travail, pour plus de justice fiscale et sociale, avec le soutien aux plus vulnérables, loin des logiques de coupes systématiques ...



RENTRÉE LITTÉRAIRE

LES VAUTOURS SE GAVENT DES RESTES DE L'ÉTAT PROVIDENCE



Lorsque le gouvernement travailliste au lendemain de la seconde guerre mondiale popularise le concept de Welfare State (Traduit en français par État providence) avec la célèbre formule « du berceau à la tombe ». Cela signifie : assurer à l'ensemble de la collectivité nationale des droits et des garanties qui fondent une véritable sécurité sociale pour tous, tout au long de sa vie.

Ces derniers seraient très surpris aujourd'hui de voir que les capitalistes reprennent ce concept pour mieux assouvir leurs intérêts prédateurs.

Après son livre enquête sur les dérives dans les maisons de retraites, notamment par le groupe Orpéa (Les fossoyeurs, édition Fayard 2022), Vincent Castanet sort en cette rentrée un livre enquête stupéfiant sur le système des crèches privées, dans les Ogres (édition Flammarion 2024).

Nous retrouvons dans cette enquête les mêmes recettes pour assouvir l'appétit d'opérateurs privés. Le cocktail est simple, pression sur les salariés, mauvais traitements des clients, recherche d'argent public, valse des groupes d'intérêts et de pressions auprès du monde politique.

Pour la CGT Finances Publiques 86, nous devons sortir de ce système qui est coûteux pour la collectivité et pour l'ensemble des citoyens et revenir aux origines du welfare state. La collectivité publique doit à nouveau s'occuper des besoins sociaux des populations de la naissance à la fin de vie.

DÉBAT D'IDÉES : « Réapprendre à faire grève », de Baptiste GIRAUD (Presse universitaire de France)

Baptiste Giraud est universitaire, et il a fait un travail en immersion au sein d'une union départementale CGT (lieu où l'on retrouve l'ensemble des syndicats professionnels d'un département).

A travers de nombreux exemples vécus sur le terrain de la lutte, il se rend compte d'un rapport distancié des salariés envers le fait de se mettre en grève.

Le syndicat est vu avant tout comme un « moyen de protéger de l'autoritarisme patronal » comme « un espace d'accès à la protection et aux connaissances juridiques nécessaires pour faire valoir ses droits »

Face à ce constat, les militants CGT, de cette Union Départementale, travaillent avec les salariés sur l'organisation de l'apprentissage de la grève. Ils insistent sur l'importance d'instaurer un rapport de force collectif et mener une lutte efficace.

L'auteur relate ici trois conflits sur le temps long, qui démarrent par une situation de ras le bol vers « des moments d'émancipations et de revanche morale ». Ce travail militant est un travail au long cours, car le combat par la grève est éprouvant mais il reste le seul moyen pour enfin gagner !!!



Bulletin d'adhésion

NOM : Prénom :
Grade : Échelon : Indice : Temps partiel :
Résidence administrative
Adresse personnelle

Sollicite mon adhésion à la section CGT Finances Publiques de la Vienne.

À, le Signature :

Bulletin à renvoyer par courriel à cgt.ddfip86@dgfip.finances.gouv.fr

LA CGT
SA FORCE C'EST
VOUS
SYNDIQUEZ-VOUS!



sur le site de la CGT FiP86 : <https://86.cgffinancespubliques.fr/>

en cliquant sur le QR Code

ou sur Ulysse local, vie pratique, les organisations syndicales



LE MONDE DANS LEQUEL NOUS VIVONS...

La pauvreté et les privations augmentent encore, alerte le Secours Populaire

Se priver de nourriture pour boucler ses fins de mois ou simplement nourrir ses enfants, renoncer à se soigner, peiner à payer la cantine scolaire, son logement ou à faire face aux frais d'énergie ou de transport : les privations auxquelles les Français les plus pauvres s'astreignent ne diminuent pas, bien au contraire.

C'est ce qui ressort nettement de la 18e édition du baromètre du Secours populaire sur la pauvreté et la précarité en France, publié jeudi 12 septembre avec l'entreprise de sondage Ipsos (s'appuyant sur un échantillon de 996 personnes représentatives de la population française interrogées par téléphone en mai 2024).

Selon l'étude, deux tiers des Français interrogés ont connu ou été sur le point de connaître une situation de pauvreté cette année, en hausse par rapport à l'an dernier. L'association souligne que cette fragilité frappe en premier lieu les classes populaires, soit les ouvriers et les employés. Autre constat fait par le Secours populaire : les zones rurales sont par ailleurs moins bien loties en matière de services publics et aussi moins bien desservies par les transports, ce qui favorise l'isolement.

L'année 2024 marque aussi une dégradation sur les postes de dépenses essentiels comme le logement, l'accès aux soins ou l'énergie. Près de la moitié des personnes interrogées ne chauffent pas leur logement lorsqu'il fait froid, ou déclarent ne plus pouvoir subvenir à leurs dépenses d'énergie. Autant d'indicateurs en hausse, comme pour les difficultés à payer le loyer ou l'emprunt immobilier. Une pauvreté qui conduit « parfois ou régulièrement » à ne pas faire trois repas par jour ou à se priver pour pouvoir nourrir les enfants, ou à vivre sans mutuelle (pour un tiers des personnes interrogées).

Le travail n'empêche plus la pauvreté

La « grande fragilité des ménages » se matérialise à travers un autre indicateur : les répondants fixent le « seuil de pauvreté subjectif » à 1 396 euros par mois et par personne. Soit 200 euros de plus que le seuil de pauvreté fixé à 1 158 euros par mois par l'Insee, et seulement 2 euros de moins que le Smic (1 398 euros net pour un mois travaillé à temps plein).

Comme le revendique la CGT l'augmentation du SMIC et des salaires en général est aujourd'hui UNE URGENCE ABSOLUE dans la 7^e puissance économique mondiale qui connaît l'augmentation la plus importante du nombre de milliardaires et de millionnaires de toute l'Union Européenne.

Plus de 2 000 enfants dorment dans la rue en France, un nombre en hausse de 120% en quatre ans et ce malgré la promesse faite par notre président en 2017 « Je ne veux plus, d'ici la fin de l'année, avoir des femmes et des hommes dans les rues [...]. C'est une question de dignité, c'est une question d'humanité et d'efficacité là aussi. »

Selon le baromètre de l'Unicef France et la Fédération des acteurs de la solidarité, 467 sont âgés de moins de 3 ans parmi ces enfants sans solution d'hébergement.

